

Publications périodiques

Comptes annuels

S.A. au capital de 1 380 000 000 XPF
R.C.S. Papeete : 72 44 B - LBOM N° 8
Siège social : Boulevard Pomaré - Papeete (Tahiti)

I. — Bilans au 31 décembre 2018 et 2017.

(En milliers de XPF.)

Actif	Notes	2018	2017
Caisse, banques centrales, IEOM, CCP	2	6 390 368	16 302 065
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les Etablissements de crédit	2	31 571 305	28 883 580
Opérations avec la clientèle	3	95 666 127	87 684 757
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	4	502 653	728 220
Part dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisation incorporelles	16	400 010	394 193
Immobilisations corporelles	16	1 254 648	1 054 183
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	7	828 451	782 039
Comptes de régularisation	7	539 544	289 984
Total de l'actif		137 153 106	136 119 021

Passif	Notes	2018	2017
Banques centrales, IEOM, CCP		234	672
Dettes envers les Etablissements de crédit	2	1 880 634	2 975 362
Opérations avec la clientèle	3	121 447 694	119 008 672
Dettes représentées par un titre	3		
Autres passifs	7	697 127	1 174 344
Comptes de régularisation	7	2 441 252	1 947 484
Provisions pour risques et charges	5	966 384	1 116 654
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	5	2 150 000	2 150 000
Capitaux propres hors FRBG :	6	7 569 781	7 745 833
Capital souscrit		1 380 000	1 380 000
Prime d'émission		1 347 273	1 347 273
Réserves		1 538 000	1 538 000
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subv. D'investissement	5	395 491	358 963
Report à nouveau (+/-)		1 609 117	1 602 972
Résultat de l'exercice (+/-)		1 299 900	1 518 625
Total du passif		137 153 106	136 119 021

Engagements hors-bilan	Notes 8	2018	2017
Engagements donnés :			
Engagements de financement		15 329 739	15 069 349
Engagements de garantie		16 744 522	15 606 558
Engagements sur titres		0	0
Engagements reçus :			
Engagements de financement		0	0
Engagements de garantie		20 920 319	17 928 141
Engagements sur titres			

II. — Comptes de résultats publiables au 31 décembre 2018 et 31 décembre 2017.

(En milliers de XPF)	Notes	Exercice 2018	Exercice 2017
+ Intérêts et produits assimilés	9	3 175 504	3 832 467
- Intérêts et charges assimilées	9	-401 234	-637 185
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
+ Produits sur opérations de location simple			
- Charges sur opérations de location simple			
+ Revenus des titres à revenu variable	10	9 600	15 651
+ Commissions (produits)	10	2 774 847	2 803 056
- Commissions (charges)	10	-622 134	-617 551
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	10	357 836	342 093
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire	11	107 525	105 079
- Autres charges d'exploitation bancaire	11	-81 152	-78 842
Produit net bancaire		5 320 792	5 764 768
- Charges générales d'exploitation	12	-3 730 666	-3 806 867
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations Incorporelles et corporelles	16	-189 663	-182 575
Résultat brut d'exploitation		1 400 463	1 775 326
+/- Coût du risque	13	1 355 697	785 748
Résultat d'exploitation		2 756 160	2 561 074
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	16	0	199
Résultat courant avant impôt		2 756 160	2 561 273
+/- Résultat exceptionnel	14	-420 673	-41 707
- Impôt sur les bénéfices	15	-999 059	-983 643
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	13	-36 528	-17 298
Résultat net		1 299 900	1 518 625

III. — Annexe aux comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2018.)

Conformément à l'article 3 du Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la Banque de Polynésie publie ci-après son annexe aux comptes annuels relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2018.

L'objet de ce document est de fournir les informations d'importance significative permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine, de la situation comptable et financière de l'établissement, des risques assujettis qu'il assume et des résultats.

Les points abordés sont les suivants :

I. Préambule : Présentation du cadre réglementaire et fiscal dans lesquels s'exerce l'activité de banque en Polynésie Française.

II. Note n° 1 – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes annuels. Énumération des changements de méthode significatifs

III. Notes annexes supplémentaires : Informations sur les comptes et méthodes de calculs utilisées:

1. Postes du bilan
2. Postes du Hors bilan
3. Postes du résultat

IV. Autres informations.

I. – Préambule.

Cadre réglementaire et fiscal.

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (anciennement Commission Bancaire), appuyée au plan local par l'Institut d'Emission d'Outre-mer, exerce son contrôle sur nos activités. Nous sommes tenus de présenter à ces organismes nos situations comptables périodiques.

A. Rapport de division des risques. — La définition de ce dernier est la suivante :

a) Tout client dont l'encours d'engagements pondérés en nos livres dépasse 10% des fonds propres nets de notre établissement constitue un grand risque. Le total des encours individuels d'engagements ainsi relevé ne doit pas dépasser l'octuple de nos fonds propres.

b) Tout engagement individuel ne doit pas dépasser 25 % de nos fonds propres nets.

Nous répondons aux critères de contrôle exclusif de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. Cette appartenance à un groupe bancaire nous permet de dépasser ce plafond de 25% en sachant que les engagements dépassant le plafond de 25% sont contre garantis par notre société mère.

B. Ratio de liquidité à court terme (LCR).

(Norme ≥ 100 %)

Ratio créé dans le but de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque en veillant à ce qu'elle dispose de suffisamment d'actifs liquides de haute qualité pour surmonter une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires.

En 2014, le Groupe Société Générale a créé un sous-groupe de Liquidité « France » qui intègre la Banque de Polynésie et sa filiale de leasing Sogelease BDP. Cette disposition qui permet une circulation de la liquidité au sein des membres du sous-groupe permet à la Banque de Polynésie de bénéficier d'une dérogation pour la remise des ratios de liquidité à titre individuels.

C. Ratio de solvabilité.

(Norme $\geq 8\%$)

C'est le rapport entre, d'une part les fonds propres et, d'autre part les engagements globaux pondérés.

Depuis la réforme Bâle II, la Banque de Polynésie étant une filiale française détenue en majorité par le Groupe Société Générale et intégrée à son périmètre de consolidation ; elle bénéficie d'une exemption de surveillance sur base individuelle des critères de solvabilité.

Nous continuons cependant à maintenir un niveau de fonds propres en adéquation avec notre activité.

D. Réserves obligatoires. — Les taux des réserves fixées par l'I.E.O.M., ils ont évolué en 2018. Ils sont de :

— 1 % pour les exigibilités à vue, à l'exception des comptes sur livret,

— 1 % pour les comptes sur livret,

— 1 % pour les autres exigibilités inférieures à 2 ans,

— 0 % sur les crédits clientèles non exonérés de réserves

Pour information, sur la base de nos données au 31/12/2018, nos réserves obligatoires devaient atteindre en moyenne 1 102 M XPF contre 3 318 M XPF au 31 décembre 2017.

E. Cadre fiscal. — Nous sommes passibles :

a) de l'impôt sur les sociétés au taux de 35% (modifié en 2013, 40% précédemment) et, quand le bénéfice fiscal atteint ou dépasse 50 millions de XPF, d'une contribution supplémentaire calculée par tranches du bénéfice imposable et qui se monte à 15% au-delà de 400 M XPF (22% exceptionnellement sur les exercices 2013, 2014, 2015).

b) d'une taxe de 4% sur le produit bancaire net (instaurée depuis le 1er juillet 1991 à 2% puis 3% depuis le 1^{er} janvier 2012 et enfin 4% au 1^{er} janvier 2014). Elle revient à 3% au 1^{er} janvier 2019.

La Polynésie bénéficiant d'une autonomie fiscale, les taux d'imposition sont fixés par les Autorités Territoriales.

Le report déficitaire est possible sur 5 ans.

Le transfert de dividendes est libre vers la Métropole, après déduction d'un impôt prélevé à la source (Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers : I.R.C.M., qui associé à une contribution de solidarité Territoriale se monte globalement à 15%).

En matière de provisions pour risques, celles affectées aux risques douteux sont fiscalement déductibles tout comme la provision à caractère de réserve sur les concours à moyen et long terme. Cette dernière est plafonnée à 0,5% des engagements desdits concours et la dotation de l'exercice ne peut excéder 5% des bénéfices.

Depuis le 01/01/98, conformément à la délibération n° 97-24 de l'Assemblée de Polynésie Française du 11/02/97, une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a été instituée, fixant trois taux qui, pour 2018, ressortent à :

Taux normal :	16% sur les biens
Taux intermédiaire :	13% sur les prestations de services
(Ce taux a augmenté au 01/10/2013, il était précédemment de 10%)	
Taux réduit :	5% sur les produits alimentaires

Depuis le 01/09/98, la délibération n° 98-101 de l'Assemblée de Polynésie Française du 23/07/98 donne lieu à l'application d'une retenue à la source sur les revenus des non-résidents.

Son taux était de 20% depuis le 1^{er} janvier 2014. Il a été ramené à 17,5% au mois de novembre 2017 et à 15% en novembre 2018.

En conséquence de ces délibérations, les frais d'assistance technique facturé par le Groupe Société Générale, supportent la TVA et la retenue à la source.

Il n'y a pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques (I.R.P.P.) en Polynésie Française. Par contre, depuis juillet 1993, les salariés sont redevables d'une Contribution de Solidarité Territoriale (C.S.T.) prélevée à la source dont les taux ont été revus pour la dernière fois au 2^{ème} semestre 2013.

Par ailleurs, un impôt sur le revenu des capitaux mobiliers est appliqué sur les intérêts servis sur les placements à échéance fixe (comptes à terme, bons de caisse, certificats de dépôts). Auquel s'ajoute une CST spécifique, l'imposition est la même qu'en 2014 et se monte à 9%.

Note n°1. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes annuels.

Généralités. — Les comptes sont présentés conformément aux principes instaurés par le règlement N° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les documents annuels publiables, bilan et résultat, sont établis sur deux exercices.

La durée de l'exercice est d'une année, du 1er janvier au 31 décembre.

Le bilan est établi selon le modèle type, présenté avant l'affectation du résultat.

Le passif fait apparaître le sous-total correspondant aux capitaux propres.

La Banque de Polynésie est détenue majoritairement par le Groupe SOCIETE GENERALE. Ses comptes sont consolidés par intégration globale dans les comptes du Groupe.

Les postes de l'actif sont présentés en valeur nette. Ainsi les montants des amortissements ou les dépréciations n'apparaissent pas distinctement. Ils sont déduits des montants correspondants figurant à l'actif.

Les intérêts courus ou échus, à recevoir ou à payer, sont regroupés, pour leur présentation au bilan, avec les postes d'actif ou de passif pour lesquels ces intérêts ont été acquis ou dus.

Risque de Crédit :

— Définitions utilisées :

- Encours sains : Encours dont le dossier n'a pas fait l'objet d'un passage au service Contentieux ou précontentieux et qui ne présente pas d'incident, ou pas d'impayés suffisamment anciens pour justifier un déclassement en Créances Douteuses.
- Encours Restructurés : Créances dont les caractéristiques initiales sont modifiées du fait de difficultés rencontrées par le débiteur, lui permettant ainsi de reprendre des remboursements réguliers. Ces créances sont déclassées en douteux dès le premier impayé.
- Encours Douteux : Encours avec au moins un impayé de plus de trois mois pour les prêts ordinaires et de plus de six mois pour les prêts immobiliers.
- Encours douteux Compromis : Encours dénoncé ou en cours de dénonciation, géré au niveau du service Contentieux

— Segmentation des encours : Les encours sont segmentés par attributs clientèles réglementaires, mais également par marchés (Particuliers/Entreprises).

Nous utilisons au niveau des entreprises le système de notation externe de l'IEOM dans le cadre de l'éligibilité ou non au système de réescompte et par rapport à la soumission ou non aux réserves obligatoires.

Un système de notation interne est également utilisé pour affiner la gestion de nos encours sur la clientèle.

Règles relatives aux créances douteuses. — Le déclassement en créances douteuses relève principalement d'un traitement automatique intégré à notre système d'information.

— Sont des créances douteuses :

- les dossiers qui ont été transmis à notre service contentieux et qui sont gérés par lui ;
- les dossiers identifiés comme douteux précontentieux ;
- les dossiers non compris dans les deux premières catégories qui sont identifiés en fonction de leurs impayés et qui conformément à la réglementation nécessitent un déclassement.

Le traitement de la contagion, notamment sur les comptes ordinaires débiteurs, relève également d'un module spécifique de notre système d'information.

Des contrôles de cohérence sont effectués régulièrement pour corriger les éventuelles anomalies pouvant survenir (inadéquation entre la note interne du client et la classification de ses encours).

Les intérêts cessent d'être comptabilisés sur les dossiers gérés par le Contentieux. Ce sont ces dossiers qui constituent nos encours douteux compromis.

Notre établissement effectue un provisionnement d'engagements sur base individuelle suite à l'analyse de chaque dossier pour la clientèle dite « Non Retail » ou pour la clientèle « Retail » quand les engagements dépassent 59MXpf.

Une provision sur base statistique est appliquée sur les encours douteux relevant de la clientèle « Retail », quand les engagements sont inférieurs à 59MXpf. Le provisionnement au moment du défaut s'effectue en fonction des taux historiques de pertes observés sur des groupes homogènes de crédit. Des profils de recouvrement sont aussi établis par groupe homogène, définissant les taux de récupération attendus dans le temps, en fonction du nombre de mois de défaut. Les écarts à ces profils standards font l'objet de reprise ou de compléments de provision.

Le calcul de l'effet d'actualisation fait, pour sa part, l'objet d'un calcul par agrégats.

Les créances douteuses comprennent les créances en francs pacifiques (XPF) et, éventuellement, en devises. Par créances douteuses, il faut entendre les créances de toutes natures, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois (pour tous les types de crédits), et plus de six mois en matière de crédit immobilier, ou encore présentant un caractère contentieux.

En application de l'article 13 du règlement 2002-03 nous avons procédé à un changement de méthode en 2005 en intégrant à nos dépréciations un effet d'actualisation des flux futurs.

Le montant de dépréciation complémentaire est calculé à partir d'un outil développé au niveau de la Banque de détail et de financement spécialisés Internationaux (IBFS) au sein du Groupe Société Générale.

Conversion des comptes en devises. — Les créances et dettes en devises sont présentées en monnaie locale (XPF). Les cours utilisés pour leur conversion sont les derniers cours cotés connus lors de l'établissement de l'arrêté comptable annuel.

Provision pour épargne logement. — En application du règlement 2007-01 du Comité de la réglementation comptable, La Banque de Polynésie a comptabilisé pour la première fois en 2008 une provision relative aux opérations d'épargne logement. La provision a été calculée à l'aide d'un outil fourni par le Groupe Société Générale et utilisé pour son réseau en métropole.

Au 31/12/2018, la provision se montait à 28,9 M XPF contre 46,6 M XPF au 31/12/2017. Un tableau récapitulatif sur les évolutions de la provision est présent à la fin de ce document au niveau de la rubrique autres informations.

Pour plus de détail sur le calcul de la provision, il est possible de se référer à la partie Epargne Logement de la note 2.6.3 du document de référence 2018 de la Société Générale (p.483).

Swap de taux. — La Banque de Polynésie ne disposait pas, au 31/12/2018, de contrat de swap de taux en cours de validité.

Titres de participations. — Les titres de participations regroupent l'ensemble de nos participations dans des sociétés de la place, comptabilisées à leur valeur d'achat, ainsi que les apports en comptes courants d'associés qui y sont rattachés.

Actif immobilisé. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon leur durée d'utilité et selon une méthode linéaire, aux taux suivants :

Terrains (d'exploitation et hors exploitation)	0 % l'an
Immeubles (d'exploitation et hors exploitation)	5 % l'an
Installations	20 % l'an
Matériel et mobilier (banque et personnel)	20 % l'an
Matériel informatique :	
Gros matériel	20 % l'an
Petit matériel	33 % l'an
Véhicules	33 % l'an

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisation incorporelles et corporelles ».

Autres Actifs. — Au niveau de la catégorie Autres Actifs du bilan, la Banque de Polynésie intègre un immeuble acquis dans le cadre de la gestion d'un dossier clientèle. Une partie 'étages' a été acquise fin 2015 et se trouvait valorisée dans les comptes 2017 à hauteur de 266 M XPF. Suite à la réalisation de travaux, ce même ensemble était valorisé à 298 M XPF dans les comptes 2018.

La partie 'étage' est complétée depuis 2018 par le rez-de-chaussée acquis dans le courant de l'année avec **une option de réméré courant jusqu'à mi 2020**. Ces locaux sont loués, et la banque est donc engagée à céder cette partie dans les deux ans suivant son acquisition. Cette deuxième partie est valorisée à hauteur de 225 M XPF. Soit un total de 522 M XPF pour l'immeuble.

Investissements en défiscalisation. — Notre Etablissement peut participer à des opérations profitant d'Incitations fiscales à l'investissement décrites dans la Troisième partie du Code des Impôts polynésien. Au niveau du compte de résultat et du bilan, leur impact transparaît comme suit :

(1) la part de crédit d'impôt destinée à être rétrocédée au promoteur immobilier par le biais d'un abandon de créance, fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle venant en déduction de l'apport effectué. (2) Le reliquat de crédit d'impôt est posté sur un compte de Produit Constaté d'avance en attendant le dénouement de l'opération. (3) dans le cas où un crédit d'impôt serait reporté sur l'exercice suivant, la dotation aux dépréciations ou l'abandon de créance est neutralisée par une Charge constatée d'avance qui sera reprise lors de l'utilisation effective du crédit d'impôt, légèrement décalé dans le temps. Le crédit d'impôt peut être reporté sur les trois exercices suivants celui de la réalisation de l'investissement.

Spécificité 2018 : La Banque de Polynésie a effectué deux investissements en défiscalisation sur l'exercice. Elle n'en avait pas effectué sur la période 2013 - 2017.

Provisions générales. — Notre établissement maintient une provision à caractère de réserve pour risques sur les encours de crédits à moyens et long terme avec une dotation annuelle inférieure ou égale à 5% du bénéfice comptable pour maintenir un encours global ne pouvant excéder 0,5% de l'encours des crédits sains à moyen et long terme. Cette provision progresse en 2018 et s'établit à 395 M XPF par rapport à 359 M XPF fin 2017.

Le niveau de FRBG ne varie pas sur l'exercice et reste à 2 150 M XPF.

Engagements envers le personnel. — Nos engagements envers le personnel concernant le versement lors du départ à la retraite à 60 ans d'une indemnité de fin de carrière, font l'objet d'un contrat auprès d'une compagnie d'assurance de la place.

L'engagement à fin 2018 est estimé par cette compagnie à 94,4 M XPF. Le montant du fonds collectif était au 31/12/2018 estimé à 66,1 M XPF. Une provision à hauteur de 29,75 M XPF a été constituée pour venir ajuster le montant du fonds collectif.

Hors Bilan. — Le hors-bilan présente successivement les engagements donnés puis les engagements reçus, en distinguant pour chacune de ces catégories :

- les engagements de financement,
- les engagements de garantie,
- les engagements sur titres.

Compte de résultat. — Le compte de résultat publiable est un document de synthèse, commun à l'ensemble des établissements assujettis.

La rubrique Résultat exceptionnel comprend les produits et charges encourus par la Banque de Polynésie dont la survenance revêt un caractère exceptionnel soit par leur nature soit par leur montant. Ils sont le plus souvent générés par des événements exogènes à l'activité de la Banque de Polynésie.

Changement de méthode comptable et de présentation des comptes sur l'exercice 2018 : — Pas de changement de méthode appliqué sur l'exercice 2018.

— Eléments significatifs intervenus sur l'exercice :

– Les taux du marché interbancaire de la zone EURO ont continué à évoluer en territoire négatif sur l'exercice. Cette situation a impacté la formation de la marge d'intérêt de la Banque de Polynésie du fait d'un volume d'engagements important à taux variable sur la clientèle des entreprises.

La marge d'intérêt est structurellement fortement marquée par le renouvellement des encours de crédits de notre établissement à des taux plus faibles que l'encours remboursé.

Elle était également marquée par un recouvrement contentieux très conséquent sur l'exercice 2017 qui ne se reproduit pas en 2018.

– Le Coût Net du Risque est un des éléments majeurs de l'année.

Il ressort à un niveau fortement positif du fait, principalement, d'événements sur quelques dossiers conséquents et de l'absence de matérialisation de nouveaux Risques significatifs.

– Intégration d'un retraitement fiscal sur les frais de dossiers réglés par la clientèle en début de crédit mais étalés réglementairement sur la durée de vie du dossier. BDP a modifié son calcul de l'impôt sur les sociétés en considérant un retraitement au niveau du résultat fiscal de tous les frais de dossiers perçus mais non encore constatés en résultat comptable. Le retraitement représente une charge d'impôt sur les sociétés et de Contribution supplémentaire à l'impôt sur les sociétés de 110 M sur l'exercice.

Informations sur les postes du bilan, du hors bilan et du compte de résultat.

1. Postes du bilan :

a) Opérations sur les établissements de crédits – Note 2

— Ventilation des créances et des dettes avec les établissements financiers - exercice 2018 :

Clientèle financière (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Créances sur les institutions financières :			
Caisses	1 938 252	1 944 093	- 0,30%
IEOM, CCP	4 452 116	14 357 972	- 68,99%
Caisse, Banque Centrale, CCP :	6 390 368	16 302 065	- 60,80%
Créances à vue	17 930 235	16 794 422	+ 6,76%
Créances à terme	13 609 708	12 058 671	+ 12,86%
Créances rattachées	31 361	30 487	+ 2,87%
Créances sur Ets de crédit :	31 571 304	28 883 580	+ 9,31%
Passif / Banque Centrale, IEOM	234	672	
Dettes envers les institutions financières :			
Dettes à vue	428 232	652 663	- 34,39%
Dettes à terme	1 446 970	2 315 669	- 37,51%
Dettes rattachées	5 432	7 029	- 22,72%
Dettes sur Ets de crédit	1 880 634	2 975 361	- 36,79%

— Durée restant à courir sur la clientèle financière (Exercice 2018.)

Clientèle financière (En milliers de XPF)	D < ou = 3 mois	3mois < D < ou = 1 an	1an < D < ou = 5 ans	D > 5 ans	Total
Créances sur Institutions financières	31 019 994	446 939	104 372	0	31 571 305
Mobilisable à l'IEOM	0	0	0	0	0
Non mobilisable à l'IEOM	31 019 994	446 939	104 372	0	31 571 305
Dettes sur Institutions financières (Emprunts et valeurs donnée en pension)	1 423 087	455 504	2 043	0	1 880 634

b) Opérations avec la clientèle non financière – Note 3 :

— Ventilations des opérations avec la clientèle non financière (exercice 2018.)

Clientèle non financière (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Créances commerciales	2 366 945	1 977 337	19,70%
Autres concours à la clientèle	79 815 964	72 944 872	9,42%
Comptes ordinaires débiteurs	12 279 354	11 301 155	8,66%
Créances douteuses	5 546 134	7 841 575	-29,27%
Dépréciations de créances douteuses	-4 479 594	-6 596 257	-32,09%
Créances rattachées	137 324	216 075	-36,45%
Créances sur la clientèle	95 666 127	87 684 757	9,10%
Comptes d'Epargne, CEL	35 679 560	35 073 482	1,73%
PEL	10 873 321	10 671 213	1,89%
Dettes à vue	72 235 666	70 020 467	3,16%
Dettes à terme			
DAT	2 332 205	2 915 317	-20,00%
Dettes rattachées / clientèle	326 942	328 193	-0,38%
Dettes envers la clientèle	121 447 694	119 008 672	2,05%
BDC	0	0	
TCN - Certificats de dépôts	0	0	
Dettes rattachées	0	0	
Dettes représentées par un titre	0	0	

— Durée restant à courir clientèle non financière (exercice 2018.)

Clientèle non financière	D < ou = 3 mois	3mois < D < ou = 1 an	1an < D < ou = 5 ans	D > 5 ans	Total
Créances amortissables sur la clientèle :	4 658 629	8 710 431	32 244 190	31 921 290	77 534 540
Mobilisables à l'IEOM	61 322	253 229	719 805	110 268	1 144 624
Non-mobilisables à l'IEOM	4 597 307	8 457 201	31 524 385	31 811 022	76 389 915
Dettes sur la clientèle :	7 604 117	3 735 915	1 498 349	701 420	13 539 802
Plans d'épargne logement	6 054 250	2 687 624	1 430 026	701 420	10 873 321
Dépôts à Terme	1 549 868	1 048 291	68 323	0	2 666 481
Dettes représentées par un titre :	0	0	0	0	0
Bons de Caisse	0	0	0	0	0
TCN - Certificats de dépôt	0	0	0	0	0

— Décomposition de l'encours clientèle au 31/12/2018 :

Détails des encours sur la clientèle par type de crédit et par marché avec distinction des créances douteuses et des créances douteuses compromises.

(En milliers de XPF)	Total	Entreprises	Particuliers	Autres
Créances commerciales	2 366 946	2 366 946		
Crédits de trésorerie	29 571 732	15 872 930	10 556 395	3 142 407
<i>Dont : - Ventes à tempérament</i>				
<i>Dont : - Utilisation d'ouverture de crédits permanents</i>	104 762	0	104 762	0
<i>Dont : - autres</i>	29 466 970	15 872 930	10 451 634	3 142 407
Crédits à l'équipement	18 840 507	13 825 192		5 015 315
Crédits à l'habitat	31 118 563	2 629 617	27 180 885	1 308 061
Autres crédits	8 759	8 759		
Comptes ordinaires débiteurs	12 279 354	12 037 259	238 165	3 930
Valeurs non imputées	276 419	34 201	241 222	997
Total créances saines	94 462 280	46 774 904	38 216 666	9 470 710
<i>Dont créances restructurées</i>	78 307	17 192	61 115	
Total Créances douteuses	5 546 134	4 842 897	655 823	47 415
<i>Dont Créances douteuses Compromises</i>	4 220 613	3 618 584	554 690	47 339
Total emplois bruts	100 008 414	51 617 800	38 872 489	9 518 125
Provisions	4 479 594	4 042 039	418 525	19 031
Total créances nettes	95 528 820	47 575 762	38 453 965	9 499 094
% Provisions / total créances douteuses	81%	83%	64%	40%
% Provisions / total emplois bruts	4%	8%	1%	0%
% Total Créances douteuses / Total Emplois Bruts	6%	9%	2%	0%

— Ventilation des dettes et créances rattachées (exercice 2018.) :

Ventilation des dettes et des créances rattachées (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Créances commerciales	0	0	
Autres concours à la clientèle	89 598	169 911	-47,27%
Comptes ordinaires débiteurs	47 725	46 163	3,38%
Créances rattachées	137 323	216 074	-36,45%
Comptes d'Epargne, CEL	48 861	47 418	3,04%
PEL	263 539	261 489	
Dettes a vue	67	67	0,00%
Dettes à terme			
DAT	14 474	19 219	-24,69%
Dettes envers la clientèle	326 941	328 193	-0,38%
BDC	0	0	
TCN - Certificats de dépôts	0	0	
Dettes représentées par un titre	0	0	

c) Titres de participation en 2018 - note 4 :

	Capital	Quote part de capital détenu	Valeur comptable des titres		Avance en comptes courant	Dépréciations	Chiffre d'affaire en K XPF	Résultat en K XPF	Observations
			Brute	Après écart de réévaluation					
SAS SOGELEASE BDP	340 000 000	100,0%	340 000 000	340 000 000			51 989	3 165	31/12/2017
EURL DUMONT D'URVILLE	1 000 000	100,0%	1 000 000	1 000 000	0	0	0	ns	
SA AIR TAHITI	2 760 000 000	2,0%	21 450 000	21 450 000			15 458 605	615 387	31/12/2017
SA E.D.T.	5 406 094 500	0,2%	23 445 216	23 445 216			21 808 399	1 807 150	31/12/2017
SOGEFOM	136 363 636	7,0%	9 527 272	9 527 272					
SOFIDEP	1 500 000 000	0,3%	5 000 000	5 000 000					
VISA INC. (données en contrevaletur XPF)	nc	0,0%	5 086 831	4 332 032			nc	nc	
I2F PF	5 000 000	37,0%	72 668 629	72 668 629	7 548 000	-72 668 629	64 975	2 976	31/03/2018
Titres détenus sur défiscalisation									
Ste Polynésienne de Promotion Touristique		3,0%	160 000	160 000	15 100 000	-15 260 000			
DREAM YACHT TAHITI	1 800 000	0,1%	1 000	1 000		-1 000			
SCP ARANUI 2010	600 000	2,5%	15 000	15 000		-15 000			
SCP Financière Beachcomber	500	0,2%	1 000	1 000					
SCP Financière Bora Bora Pearl Beach Resort	100	1,0%	1 000	1 000					
Avance en comptes courant défiscalisation					346 478 480	-346 478 480			
Certificat d'association et d'associés au Fonds de garantie des dépôts (1)			90 348 632	90 348 632					
Total			568 704 580	567 949 781	369 126 480	-434 423 109			
(1) Comptabilisé en immobilisation incorporelle jusqu'en 2006.				(a)+(b)+(c)	502 653 152				
				(a)	(b)	(c)			

d) Immobilisations – note 16. — (Voir les tableaux récapitulatifs en fin de document)

e) Dépréciations constituées en couverture d'un risque de contrepartie :

Variations des stocks de dépréciations (En milliers de XPF)	Stock de Dépréciations début 2018	Flux de dépréciations 2018			Stock de Dépréciations fin 2018
		Dotations	Reprises	Applications	
Dépréciations sur créances douteuses					
Dépréciations / risques clientèle	6 596 256	721 136	1 934 498	903 301	4 479 594
Dépréciation de titres	87 945	0	0	0	87 945
Dépréciations sur CPT de Régularisation	24 310	6 077	440	0	29 947
Dépréciations sur Actifs en stock	295 189	0	31 681	0	263 509

f) Provisions au Passif et FRBG – note 5 :

Variations des stocks de provisions (En milliers de XPF)	Stock de Provisions début 2018	Flux de provisions 2018 Dotations	Reprises	Applications	Stock de Provisions fin 2018
Provisions inscrites au passif	3 625 617	143 244	256 986	0	3 511 875
Provisions à caractère de réserves	358 963	36 528	0	0	395 491
Provisions pour risques et charges	1 116 654	106 716	256 986	0	966 384
Dont Provision sur engagement par signature	243 102	59 839	68 011	0	234 930
Dont provision pour charges et litiges	826 960	44 701	169 121	0	702 540
Dont provision pour épargne logement (*)	46 592	2 176	19 854	0	28 914
FRBG	2 150 000	0	0	0	2 150 000
(*) Les mouvements de la provision pour épargne logement sont comptabilisés au niveau du PNB.					

— Détail sur les opérations d'épargne logement :

(En milliers de XPF)	Total	PEL < 4 ans	PEL 4 à 10 ans	PEL > 10 ans
Encours PEL	10 873 321	3 230 541	5 875 736	1 767 044
Provision PEL	26 408	166	7 152	19 090
Encours CEL	322 235			
Provision CEL	2 506			
Encours de crédit relatif aux PEL et CEL	0			

Provision sur prêts émis	0		
--------------------------	---	--	--

g) Capitaux propres et assimilés – note 6 :

— Répartition des fonds propres en 2017 et en 2016 hors impact résultat :

Répartition des Fonds propres (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Capital	1 380 000	1 380 000	0,00%
Primes d'émission	1 347 273	1 347 273	0,00%
Reserve légale	138 000	138 000	0,00%
Autres réserves	1 400 000	1 400 000	0,00%
Report à nouveau	1 609 117	1 602 972	0,38%
Total des fonds propres	5 874 390	5 868 245	0,10%

Le capital se compose de 552 000 actions ayant chacune une valeur nominale de 2 500 XPF

**Rappel de la répartition du résultat de l'exercice 2017
proposition d'affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2018.**

Il est proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires au vu du résultat 2018 et au vu des perspectives de résultats sur les exercices suivants, la distribution d'un dividende brut de 2 340 XPF par action soit un total de 1 291 680 KXPF représentant un montant légèrement inférieur au résultat 2018.

	2017/2016 en %	31/12/2017	2018/2017 en %	31/12/2018
Propositions de répartition :				
Résultat net de l'exercice	63%	1 518 625 053	-14%	1 299 899 874
Report à nouveau des exercices précédents	0%	1 602 971 844	0%	1 609 116 897
Impact changement de méthode		0		0
Résultat net à soumettre à l'assemblée des actionnaires :	23%	3 121 596 897	-7%	2 909 016 771
Réserve légale (5% des bénéfices)		0		0
Dividende	62%	1 512 480 000	-15%	1 291 680 000
Réserve				
Report à nouveau	0%	1 609 116 897	1%	1 617 336 771
Total de la répartition	23%	3 121 596 897	-7%	2 909 016 771

h) Autres postes du Bilan – note 7 :

— Détail des comptes de régularisation :

Comptes de régularisation (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Débiteurs divers	306 065	516 128	-40,70%
Actifs divers (1)	522 386	265 911	96,45%
Créances douteuses nettes	0	0	
Débiteurs divers	828 451	782 039	5,93%
Valeurs reçues à l'encaissement	389 129	146 700	165,25%
Valeurs à rejeter	14 221	37 979	-62,56%
Charges constatées d'avance	19 686	22 676	-13,19%
Produits à recevoir	50 535	47 044	7,42%
Charges à répartir	0	0	
Autres	65 973	35 585	85,40%
Comptes de régularisation actif	539 544	289 984	86,06%
Dette sur titre emprunte	0	0	
Autres créditeurs divers	697 127	1 174 344	-40,64%
Créditeurs divers	697 127	1 174 344	-40,64%
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	1 148 710	978 551	17,39%
Produits constatés d'avance	163 565	13 579	1104,54%
Charges à payer	1 025 363	889 254	15,31%
Autres	103 614	66 100	56,75%
Comptes de régularisation passif	2 441 252	1 947 484	25,35%

(1) Biens immobiliers récupérés dans le cadre d'un dossier contentieux et assimilés à du stock en attendant leur cession.

2. Postes du hors bilan – note 8.

— Détail des engagements :

Engagement hors bilan (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Engagements de financement :			
En faveur d'Ets de crédit	0	0	
En faveur de la clientèle (1)	15 329 739	15 069 349	1,73%
Engagements donnés :	15 329 739	15 069 349	1,73%
Reçus d'Ets de crédit (2)	0	0	
Reçus de la clientèle			
Engagements reçus	0	0	

Engagement hors bilan (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Engagements de garantie :			
D'ordre d'Ets de crédit	0	0	
D'ordre de la clientèle	16 479 157	15 276 696	7,87%
Engagements donnés :	16 479 157	15 276 696	7,87%
Reçus d'Ets de crédit (3)	20 920 319	17 928 141	16,69%
Reçus de la clientèle	0	0	
Engagements reçus :	20 920 319	17 928 141	16,69%
Autres engagements donnés	0	0	
Engagements douteux	265 365	329 862	-19,55%
Autres engagements donnés	265 365	329 862	-19,55%
(1) dont autorisation de découvert non utilisée	14 767 179	14 615 895	
(2) dont Ligne Stand By / Société Générale	0	0	
(3) dont Garantie Groupe SG sur les Grands Risques (*)	12 804 987	11 219 375	

(*) Les encours pondérés d'un même Groupe dépassant 10% de nos fonds propres constituent au vu de la réglementation un grand risque. Ces grands risques ne peuvent dépasser le plafond de 25% de nos fonds propres. Notre appartenance au Groupe Société Générale nous permet de déroger à cette règle mais l'ACPR demande que dans ce cas, une garantie du Groupe vienne couvrir les engagements dépassant le plafond autorisé.

— Détail des opérations sur instruments financiers :

Engagements sur instruments financiers (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Opération de gré à gré :			
Swap de taux d'intérêts en micro couverture	0	0	
Opération de change à terme :			
Devises à recevoir	2 464 467	1 904 126	29,43%
Devises à livrer	2 464 467	1 904 126	29,43%
XPF à recevoir	2 464 467	1 904 126	29,43%
XPF à livrer	0	0	
Euro à recevoir	0	0	
Euro à livrer	2 464 467	1 904 126	29,43%

3. Postes du compte de résultat

a) Ventilation des intérêts – note 9 :

Intérêts (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Intérêts sur établissements financiers :			
Produits	93 779	91 231	2,79%
Charges	-60 439	-187 020	-67,68%
Intérêts nets EC	33 340	-95 789	-134,81%
Intérêts sur la clientèle			
Produits	3 081 725	3 741 236	-17,63%
Charges	-340 795	-450 165	-24,30%
Intérêts nets clientèle	2 740 930	3 291 071	-16,72%

b) Ventilation des commissions – note 10 :

Produits de commissions (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Sur opérations avec la clientèle	561 613	592 759	-5,25%
Sur opérations de change	20 340	11 161	82,24%
Sur opérations sur titres	165 005	166 682	-1,01%
Sur moyens de paiement	840 379	787 592	6,70%
Sur autres prestations de services	1 187 510	1 244 862	-4,61%
Produits de commissions	2 774 847	2 803 056	-1,01%
Revenus des titres :			
Dividendes reçus de nos participations	9 600	15 651	-38,66%
Total revenus des titres	9 600	15 651	-38,66%
Operations de portefeuille :			
Gains de Change	357 836	342 093	4,60%
Charges sur instruments financier	0	0	
Net sur opérations de portefeuille	357 836	342 093	4,60%

Charges de commissions (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Sur moyens de paiement	466 563	474 451	-1,66%
Sur opérations de change	6 793	4 903	38,55%
Sur autres prestations de services	148 778	138 197	7,66%
Charges de commissions	622 134	617 551	0,74%

c) Ventilation des autres produits et charges d'exploitation bancaire- note 11 :

Autres produits d'exploitation bancaire (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Charges refacturées	92 351	89 876	2,75%
Produit divers d'exploitation bancaire	0	0	
Charges refacturées dans le Groupe	15 000	15 061	-0,41%
Charges refacturées hors du Groupe	174	142	
Total Autres produits d'exploitation bancaire	107 525	105 079	2,33%

Autres charges d'exploitation bancaire (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Charges sur autres engagements reçus	-53 130	-56 979	-6,76%
Quote-parts des opérations faites en commun	-17 911	-11 804	51,74%
Autres charges diverses	-10 111	-10 059	0,52%
Total Autres charges d'exploitation bancaire	-81 152	-78 842	2,93%

d) Charges générales d'exploitation – note 12 :

Charges d'exploitation (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Salaires et traitements	1 715 238	1 725 455	-0,59%
Charges de retraite	122 638	95 636	28,23%
Autres charges sociales	509 486	511 929	-0,48%
Charges de personnel	2 347 362	2 333 020	0,61%
Autres frais administratifs	1 383 304	1 473 847	-6,14%
Charges générales d'exploitation	3 730 666	3 806 867	-2,00%

e) Coût net des risques – note 13

— Stock de dépréciations et de provisions (Exercice 2018.) :

Variations des stocks (En milliers de XPF)	Stock de dépréciations début 2018	Flux de dépréciation 2018			Stock de Dépréciations fin 2018	Write offs de l'exercice	Récupérations s/créances amorties	Impact sur le Résultat
		Dotations	Reprises	Applications				
Actif :								
Dépréciations / risques clientèle	6 596 256	721 136	1 934 498	903 301	4 479 594	959 860	40 259	-1 197 061
Dépréciations sur Immobilisation Financière	87 945	0	0	0	87 945	0	0	0
Dépréciations SUR CPT de Régularisation	24 310	6 077	440	0	29 947	0	0	5 637
Dépréciations SUR Actifs en stock	295 189	0	31 681	0	263 509	0	0	-31 681
Passif :								
Autres provisions pour risques et charges	1 070 062	104 540	237 131	0	937 470			-132 592
Coût Net du Risque (Dotations (+)/Reprise (-))								-1 355 697
Passif :								
Provision à caractère de réserve	358 963	36 528	0	0	395 491			36 528
FRBG	2 150 000	0	0	0	2 150 000			0
Dotations (+)/Reprise (-) de FRBG et provision réglementée								36 528
Stock total	10 582 726	868 281	2 203 750	903 301	8 343 956	959 860	40 259	

f) Gains ou Pertes sur actifs immobilisés Cf : tableau des cessions d'immobilisation :

g) Détail sur le résultat exceptionnel et sur la défiscalisation – note 14 :

(En milliers de XPF)	2018	2017
Autre résultat Exceptionnel	-13 348	-19 016
Constatation en résultat de l'étalement des frais de dossiers antérieurs à 2010	4 676	5 675
Réception d'un Prix Efficacité Environnementale SG 2015	0	0
Règlement d'un litige CPS (couvert à 100% par provision)	-53 975	
Indemnité de départ ou autre charge RH	-17 525	-28 366
Dotations exceptionnelles pour dépréciation d'actif (defisc)	-340 500	0
Abandon de créance / investissement en défiscalisation	0	0
Autres charges exceptionnelles sur défiscalisation (CPA)	0	0
Reprise de dépréciations pour abandon de créance	0	0
Autres produits exceptionnels sur défiscalisation (CPA)	0	0
Résultat exceptionnel	-420 673	-41 707
<i>Dont défiscalisation</i>	-340 500	0
Impact de la défiscalisation sur la ligne impôt :		
Crédit d'impôt	454 000	0
Décalage et Recalage du crédit d'impôt	-113 500	0
Impact total défiscalisation	0	0

h) Impôt sur les bénéfices – note 15 :

Impôts sur les bénéfices (En milliers de XPF)	2018	2017	Variation
Résultat avant impôt (a) :	2 298 959	2 502 268	-8,12%
Impôt sur les Sociétés (1) + contribution sup	-1 339 960	-983 643	
Impôt minimum forfaitaire	0	0	
Réduction d'impôt	400	0	
Crédit d'impôt	454 000	0	
Décalage du crédit d'impôt	-113 500	0	
Impôts sur les bénéfices	-999 060	-983 643	1,57%
Résultat net	1 299 900	1 518 625	-14%
Détail du calcul de l'IS :			
Résultat comptable avant IS (a+b)	2 298 959	2 502 268	
Charges non déductibles (2)	656 100	817 758	
Produits non imposables (2)	-230 140	-1 314 740	
Déficit antérieurs et ARD	0	0	
Résultat fiscal	2 724 919	2 005 286	
Impôt sur les sociétés (1)	-953 722	-701 850	
Contribution supplémentaire	-386 238	-281 793	
Impôt minimum forfaitaire	0	0	
Total IS	-1 339 960	-983 643	

(1) taux d'imposition normal pour les banques : 35 % en 2018 et en 2017.

(2) En majorité relative à des dépréciations sur créances douteuses clientèles.

III. – Autres informations.

— investissements défiscalisants : En 2018 la Banque de Polynésie est entrée dans deux opérations agréées sur l'exercice 2018. Il n'y avait pas de stock de crédit d'impôt sur opérations antérieures.

(En milliers de XPF)	Bilan : investissement Brut				Crédit d'impôt			Impact résultat net		
	2017	Entrées 2018	sorties 2018	2018	Déjà utilisé	Utilisé 2018	A Utiliser	Antérieur	2018	A venir
Investissements antérieurs	5 978	0	0	5 978	8 541	0	0	2 562	0	0
Investissements 2018	0	340 500	0	340 500	0	454 000	0	0	0	113 500
Totaux	5 978	340 500	0	346 478	8 541	454 000	0	2 562	0	113 500

**Immobilisations, amortissements, cessions
(Exercice 2018.)**

(En milliers de XPF)	Immobilisations				Amortissements				Immob nettes exercice Fin 2018
	Valeurs d'acquisition Début 2018	Acquisition de l'année	Cessions de l'année	Immob brutes exercice Fin 2018	Amortis de l'année	Amortis précédents	Diminution des Amortis	Total des Amortis exercice Fin 2018	
Terrains :	544 643	0	0	544 643					544 643
D'exploitation	523 372	0	0	523 372					523 372
Hors-exploitation	21 271	0	0	21 271					21 271
Immeubles	941 607	0	0	941 607	1 565	916 833	0	918 398	23 209
D'exploitation	835 486	0	0	835 486	1 565	810 713	0	812 278	23 209
Hors-exploitation	106 120	0	0	106 120	0	106 120	0	106 120	0
Installations	2 083 558	13 071	2 253	2 094 377	84 317	1 836 326	2 253	1 918 391	175 986
Banque	1 899 822	10 758	1 993	1 908 588	76 761	1 673 815	1 993	1 748 583	160 005
Informatique	31 090	0	0	31 090	0	31 090	0	31 090	0
Personnel	152 646	2 313	260	154 699	7 557	131 421	260	138 718	15 981
Matériel et mobilier	1 285 699	29 508	312 547	1 002 660	49 768	1 180 288	312 547	917 509	85 151
De bureau	434 012	2 273	0	436 284	12 915	400 849	0	413 765	22 520
Informatique	824 174	27 235	312 547	538 862	36 463	752 640	312 547	476 556	62 307
Personnel	27 513	0	0	27 513	390	26 799	0	27 189	325
Véhicules	35 107	0	0	35 107	2 961	26 730	0	29 690	5 417
Droit au bail	62 034	0	0	62 034					62 034
Autre élément du FDC	0	0		0					0
Frais d'étude	0	0		0	0	0	0	0	0
Logiciels	433 620	63 809	0	497 429	51 052	384 990	0	436 043	61 386
Certificat d'association au système de garantie des dépôts	0			0		0		0	0
Fonds commercial WBC	254 545			254 545					254 545
Immobilisation en cours	152 729	371 892	82 334	442 286					442 286
Total	5 793 543	478 279	397 134	5 874 689	189 663	4 345 168	314 799	4 220 031	1 654 658

Cessions 2018	Valeur d'origine	Amortis. antérieurs	Amortis. de l'exercice	Amortis. globaux	Investis. nets (VNC)	Prix de cession	Plus- values	Moins- values
Terrains	0	0	0	0	0		0	0
Immeubles	0	0	0	0	0	0	0	0
Installations	2 253	2 253		2 253	0	0	0	0
Matériel et mobilier	0	0		0	0	0	0	0
Matériel informatique	312 547	312 547		312 547	0	0	0	0
Matériel de transport	0	0		0	0	0	0	0
Droit au bail	0	0		0	0	0	0	
Logiciel	0	0		0	0	0	0	
Frais de stage amortis	0	0	0	0	0		0	0
Total	314 799	314 799	0	314 799	0	0	0	0

Evolution des effectifs de la Banque de Polynésie.

Effectif par classification	2018	2018 / 2017 %	2017
Cadres détachés	7	100%	7
Cadres locaux	65	100%	65
Grades :	204	102%	200
G IV	43	90%	48
G III	49	117%	42
G II	61	98%	62
G I	51	106%	48
Employés :	0	0%	3
E V	0	0%	3
E IV	0		0
E III	0		0
E II	0		0
E I	0		0
Contrat à durée déterminée (*)	32	160%	20
Total	308	104%	295
(*) Dont fin 2018, 15 contrats aidés et fin 2017, 10 contrats aidés (formation en alternance).			

Effectif par Age	31/12/2018		31/12/2017	
	Nombre d'agents	% s/effectif total	Nombre d'agents	% s/effectif total
20 ans et moins	2	0,6 %	1	0,3 %
21 à 25 ans	24	7,8 %	19	6,4 %
26 à 30 ans	45	14,6 %	43	14,6 %
31 à 35 ans	60	19,5 %	59	20,0 %
36 à 40 ans	38	12,3 %	28	9,5 %
41 à 45 ans	25	8,1 %	32	10,8 %
46 à 50 ans	35	11,4 %	42	14,2 %
51 à 55 ans	49	15,9 %	42	14,2 %
56 à 59 ans	25	8,1 %	23	7,8 %
60 ans et plus	5	1,6 %	6	2,0 %
Total	308		295	

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2018.)

A l'Assemblée Générale de la Banque de Polynésie,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque de Polynésie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion :

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit. — En application des dispositions normatives d'exercice professionnel relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque
<p>L'établissement Banque de Polynésie est exposé aux risques de crédit et de contre partie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>Votre Banque constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de dépréciations collectives pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement. Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés. Les provisions collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres (tant bâlois que propres à votre Banque).</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction. Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent une zone d'attention particulière cette année.</p> <p><i>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer à la Note n°1 de l'annexe aux comptes annuels.</i></p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé sa conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collective.</p> <p>Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p> <p>Concernant les dépréciations collectives, nos travaux ont consisté en la vérification de la correcte application du dispositif de contrôle prévu par votre Banque pour le calcul de cette provision. Nous avons revu les hypothèses retenues et les paramètres utilisés, d'une part, et d'autre part, vérifié que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées et conformes aux principes décrits dans la Note n°1 de l'annexe aux comptes annuels.</p>

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

— Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

— Rapport sur le gouvernement d'entreprise et rapport au comité d'audit. — Les dispositions du Code de commerce relatives à ces rapports ne sont pas applicables en Polynésie française.

Autres informations. — En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses Informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires Désignation des commissaires aux comptes. — Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque de Polynésie par l'Assemblée Générale du 29 mai 2015 pour le cabinet S.C.P. Gosse-Parion-Changues-Ménard-Albert et du 29 mai 2015 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2018, le cabinet S.C.P. Gosse-Parion-Changues-Ménard-Albert était dans la 14^{ème} année de sa mission sans interruption dans sa structure actuelle et le cabinet Deloitte & Associés dans la 4^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, appliqués en Polynésie française ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

— ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

– ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Papeete et Paris-La Défense, le 9 mai 2019.

Les commissaires aux comptes :

S.C.P. GOSSE-PARION-CHANGUES MENARD-ALBERT
Elisabeth ALBERT

DELOITTE & ASSOCIES
Jean-Marc MICKELER

V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

A l'Assemblée Générale de la Banque de Polynésie,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation. Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. — En application de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Avec l'E.U.R.L. Dumont D'Urville, détenue 100 % par votre banque :

Votre conseil d'administration du 9 mai 1997 a autorisé la mise en place, dans le cadre du règlement du dossier FARE ATA, d'une avance en compte courant de XPF 247.618.630 non rémunérée au profit de l'E.U.R.L. Dumont D'Urville .

L'E.U.R.L. Dumont D'Urville a procédé au remboursement de l'avance en compte courant non rémunérée de 247.618.630 XPF en date du 27 décembre 2018.

Le solde de cette avance est nul au 31 décembre 2018.

2. Avec Société Générale, actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % :

a) Convention d'assistance technique et commerciale

Cette convention a donné lieu en 2018 à un provisionnement de charge de 134.270 KXPF au titre des prestations 2018. Ce montant intègre une charge d'exploitation à hauteur de 119.235 KXPF et une TVA non récupérable de 15.036 KXPF.

Sur ces bases, le montant réellement versé à la Société Générale se montera à 101.350 KXPF soit 85% de la charge d'exploitation ; le solde sera versé au Territoire de la Polynésie française au titre de la retenue à la source sur les revenus des non-résidents de 15%.

b) Convention de « Garantie à Première Demande » avec Société Générale pour garantir les risques pris par votre banque sur les clients ou groupes de clients dont les encours de crédits sont supérieurs à 25 % des fonds propres.

A la demande de la Commission bancaire et pour garantir les risques pris par votre banque sur les clients ou groupes de clients dont les encours de crédits sont supérieurs à 25 % des fonds propres, il a été sollicité une garantie à première demande auprès de Société Générale.

Cette convention a fait l'objet d'un avenant signé en date du 4 mai 2012, afin de préciser les conditions de mise en jeu de la « Garantie à Première Demande » avec Société Générale.

Au 31 décembre 2018, le montant enregistré en comptabilité au titre de cette garantie dans la rubrique des engagements hors bilan est de 12.804.987 KXPF.

Le taux de commission appliqué à l'encours calculé chaque fin de mois est de 0,25 % par an, soit pour l'exercice 2018 un coût de 30.5 MXPF.

c) Lettre d'engagement en faveur de la Société générale dans le cadre de la création d'un sous-groupe de liquidité « France » pour bénéficier d'aménagements octroyés par le régulateur au regard de la réglementation sur la liquidité.

Votre conseil d'administration du 13 mai 2014 a autorisé la signature d'une lettre d'engagement au profit de Société Générale dans le cadre de la mise en place d'un sous-groupe de liquidité entre Société Générale et certaines de ses filiales, en vertu de l'article 8 du Règlement (UE) n°575/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012.

Les membres du sous-groupe de liquidité bénéficient d'une dérogation au principe de surveillance de leurs exigences de liquidité sur base individuelle, la supervision des exigences de liquidité étant désormais réalisée sur base sous-consolidée. A ce titre, la Banque de Polynésie s'engage, dans la limite de ses propres capacités financières et réglementaires, à apporter à Société Générale les garanties ou concours financiers nécessaires au respect de ses obligations lorsqu'elles sont exigibles.

Cet engagement ne donne pas lieu à une facturation de commission.

Papeete et Paris-La Défense, le 9 mai 2019

Les commissaires aux comptes :

S.C.P. GOSSE – PARION – CHANGUES – MENARD – ALBERT,
Elisabeth ALBERT

DELOITTE & ASSOCIES
Jean-Marc MICKELER

VI. — Rapport de Gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public sur simple demande adressée à la Banque de Polynésie — BP530 – 98713 Papeete. — Tahiti.